La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2007 : Déficit budgétaire de 0,4 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 0,4 milliard de dollars a été enregistré en mars 2007, en comparaison d'un déficit de 1,0 milliard en mars 2006. Les revenus budgétaires ont crû de 0,5 milliard (2,7 %), sous l'effet d'une forte croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, compensée en partie par une baisse des revenus d'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que de taxe sur les produits et services (TPS). La diminution des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers est attribuable à la comptabilisation des coûts des mesures annoncées dans le budget de 2007. La baisse des revenus au titre de la TPS a fait suite à la réduction du taux de cette taxe, entrée en vigueur le 1er juillet 2006. Les charges de programmes ont augmenté de 0,2 milliard (0,9 %), sous l'effet d'une hausse des charges de fonctionnement des ministères. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard.

D'avril 2006 à mars 2007 : Excédent budgétaire de 9,7 milliards de dollars, déduction faite du coût des mesures budgétaires

L'excédent budgétaire estimatif d'avril 2006 à mars 2007 s'élève à 13,7 milliards de dollars, en hausse par rapport à l'excédent de 12,0 milliards dégagé durant la même période de l'exercice précédent. Les revenus budgétaires ont progressé de 11,0 milliards (5,0 %), par suite d'une forte croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu. Les charges de programmes se sont accrues de 9,2 milliards (5,2 %) en raison d'une augmentation des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,1 milliard.

Les résultats mensuels d'avril 2006 à mars 2007 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Ils ne tiennent pas encore compte de mesures totalisant 4,0 milliards de dollars, annoncées dans le budget de 2007 et s'appliquant à l'exercice 2006-2007, notamment le Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques et la Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients. Le coût de ces mesures sera pris en compte lors de la période complémentaire en fin d'exercice. Déduction faite du coût de ces mesures, l'excédent pour la période d'avril 2006 à mars 2007 s'élève à 9,7 milliards de dollars, soit 500 millions de plus que l'excédent de 9,2 milliards projeté dans le budget de 2007. À ce stade, les résultats ne tiennent pas compte des rajustements comptables habituels de fin d'exercice, qui incluent les rajustements finaux au titre de l'impôt couru et l'estimation finale des coûts des obligations engagées pendant l'exercice mais non encore payées.

On trouvera plus loin un examen de l'impact des résultats de mars ainsi que des prévisions budgétaires pour 2006-2007.

Mars 2007

Un déficit budgétaire de 0,4 milliard de dollars a été enregistré en mars 2007, en comparaison d'un déficit de 1,0 milliard en mars 2006.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (2,7 %) pour s'établir à 20,7 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont reculé de 0,3 milliard de dollars (3,4 %). Cette baisse est attribuable à la comptabilisation de 0,6 milliard du coût des mesures annoncées dans le budget de 2007 pour les trois premiers mois de 2007.

2007-04058/

Il s'agit entre autres de la Prestation fiscale pour le revenu gagné, du crédit d'impôt pour enfants et des augmentations du montant pour conjoint et autres montants; ces mesures sont toutes rétroactives au 1er janvier 2007.

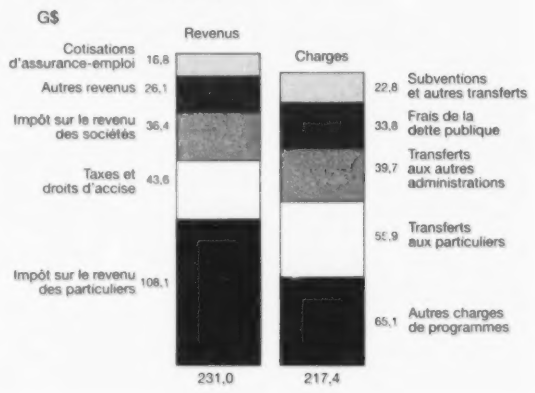
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (14,0 %). Ces rentrées peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre, car des montants importants au titre des remboursements ou des règlements peuvent être consignés au cours de n'importe quel mois. De plus, les cotisations ou nouvelles cotisations, qui peuvent se rapporter à des activités survenues pendant les années antérieures, influeront parfois sur les résultats d'un mois donné.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues au titre de l'impôt des non-résidents – ont diminué de 2,0 %.
- Les taxes et droits d'accise ont reculé de 0,3 milliard de dollars Les rentrées au titre de la TPS ont fléchi de 0,2 milliard (11,2 %), sous l'effet de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2006. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 41 millions, tandis que les revenus tirés des taxes de vente et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 44 millions et de 5 millions respectivement.
- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont crû de 0,1 milliard de dollars (8,6 %), en raison de la progression de l'emploi et des traitements et salaires, qui a plus que compensé la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,87 $ à 1,80 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2007.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus sur les opérations de change, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars. Ces revenus varient sensiblement d'un mois à l'autre, en partie en raison des variations du calendrier d'importantes transactions d'une année à l'autre.

Les charges de programmes se sont élevées à 18,3 milliards de dollars en mars 2007, en hausse de 0,2 milliard (0,9 %) par rapport à mars 2006, ce qui tient à une croissance des charges de fonctionnement des ministères et organismes, partiellement compensée par une réduction des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont diminué de 48 millions de dollars (0,4 %).

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi (AE) et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,3 milliard de dollars (6,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 3,7 %. Les prestations d'AE sont pour ainsi dire inchangées. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont connu une hausse de 0,2 milliard en raison des transferts dans le cadre de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations – c'est-à-dire ceux au titre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts fiscaux, les transferts aux provinces pour des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents – ont diminué de 0,3 milliard de dollars (11,2 %). Cette baisse tient au faible niveau des recouvrements

Revenus et charges
(d'avril 2006 à mars 2007)



consignés en mars 2006 aux termes des paiements de remplacement pour les programmes permanents.

- La somme des subventions et autres transferts est demeurée inchangée.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, de même que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Ces charges ont progressé de 0,2 milliard de dollars (3,3 %).

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,2 milliard de dollars (6,5 %).

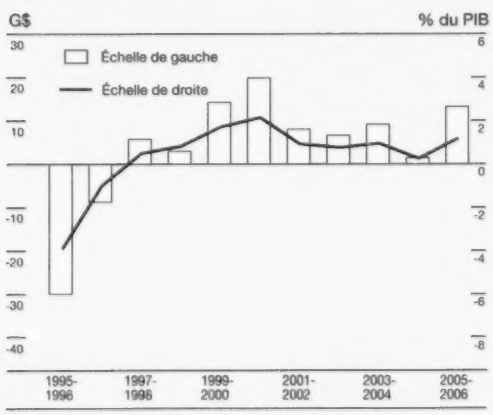
D'avril 2006 à mars 2007

L'excédent budgétaire dégagé d'avril 2006 à mars 2007 s'élève à 13,7 milliards de dollars, soit 1,7 milliard de plus que l'excédent de 12,0 milliards enregistré durant la même période de l'exercice 2005-2006.

Les revenus budgétaires ont progressé de 11,0 milliards de dollars (5,0 %) pour atteindre 231,0 milliards.

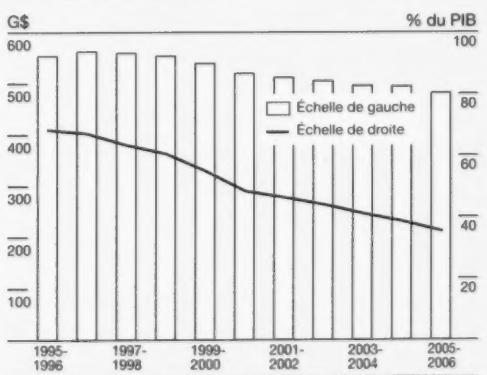
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,5 milliards de dollars (6,4 %) sous l'effet de la forte progression de l'emploi, des traitements et des salaires, ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers. Ces facteurs de croissance des revenus ont été compensés en partie par les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 2007 et dans le Plan d'équité fiscale du 31 octobre 2006.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont crû de 4,6 milliards de dollars (14,4 %), en raison de la rentabilité continue des sociétés en 2005 et en 2006.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (17,4 %) sous l'effet d'un paiement ponctuel en novembre 2006 relativement à la disposition d'actifs canadiens par une société non résidente.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont diminué de 2,6 milliards de dollars (5,6 %), principalement en raison d'une baisse de 3,3 milliards des rentrées de la TPS par suite de la réduction du taux de cette dernière en date du 1er juillet 2006. Ce recul a été partiellement compensé par le droit ponctuel sur le remboursement des dépôts douaniers aux termes de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada–États-Unis, qui a fait augmenter de 0,5 milliard les revenus au titre des taxes de vente et d'accise en janvier et en février. Ces derniers ont également progressé en raison de l'instauration d'un droit à l'exportation vers les États-Unis du bois d'œuvre résineux à compter du 12 octobre 2006, conformément à l'Accord. Pour l'exercice dans son ensemble, ni le droit sur le remboursement des dépôts douaniers ni le droit à l'exportation n'aura une incidence

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

budgétaire nette : les revenus tirés du premier sont transférés à des intérêts américains conformément à l'Accord et ceux du second, après déduction des coûts d'administration de l'Accord, seront transférés aux administrations provinciales. En tout, les revenus des taxes de vente et d'accise ont progressé de 0,5 milliard (5,8 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,2 milliard (5,7 %), et une hausse de 5 millions de dollars a été enregistrée pour les revenus perçus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,4 %, en raison de l'amélioration de la situation de l'emploi, des traitements et des salaires pendant l'année, qui a plus que compensé l'incidence des réductions du taux de cotisation en 2006 et en 2007, ainsi que l'impact du transfert à la province de Québec, le 1er janvier 2006, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province, ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (8,6 %).

Les charges de programmes engagées d'avril 2006 à mars 2007 se sont établies à 183,5 milliards de dollars, soit 9,2 milliards (5,2 %) de plus que durant la même période en 2005-2006. Cette hausse est attribuable à l'augmentation à la fois des transferts et des coûts de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,1 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 5,9 milliards de dollars (5,2 %).

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 5,8 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,6 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 1,9 %. La baisse des prestations d'AE pendant l'exercice en cours s'explique principalement par le transfert à la province de Québec, le 1er janvier 2006, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province ainsi que des cotisations qui s'y rattachent. Enfin, les prestations pour enfants ont grimpé de 21,7 % en raison des transferts au titre de la Prestation universelle pour la garde d'enfants, dont le versement a débuté en juillet 2006.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (5,9 %), surtout en raison de l'application de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions versé aux provinces et aux territoires en juillet 2006 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,6 milliard de dollars (2,8 %), principalement sous l'effet des transferts à des intérêts américains aux termes de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada–États-Unis.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (5,2 %) par suite de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères et organismes.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,4 %, sous l'effet de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 10,6 milliards de dollars d'avril 2006 à mars 2007

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Les ressources ou besoins financiers tiennent compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un excédent budgétaire de 13,7 milliards de dollars et des besoins de 3,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2006 à mars 2007 s'est soldée par des ressources financières nettes de 10,6 milliards, comparativement à des ressources financières nettes de 7,2 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 7,4 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 10,6 milliards de dollars pour ajouter 3,3 milliards à ses soldes de trésorerie et retrancher 7,4 milliards de sa dette contractée sur les marchés à la fin de mars 2007, surtout en réduisant son portefeuille d'obligations négociables et ses emprunts en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de mars, les soldes de trésorerie se chiffraient à 21,2 milliards de dollars.

Mise à jour trimestrielle des perspectives financières de 2006-2007

Les résultats mensuels pour la période de 12 mois se terminant en mars 2007 sont généralement conformes aux prévisions du budget de 2007, qui reposaient sur les résultats financiers mensuels jusqu'à janvier 2007 inclusivement.

- Pour la période se terminant en mars 2007, les revenus ont été quelque peu inférieurs à ceux projetés dans le budget. Les frais de la dette publique et les charges de programmes étaient également en deçà des montants projetés. Toutefois, les charges de programmes pour cette période ne tiennent pas compte de mesures totalisant 4,0 milliards de dollars annoncées dans le budget de 2007 et qui s'appliquent à l'exercice 2006-2007, notamment le Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques et la Fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients. Le coût de ces mesures sera pris en compte lors de la période complémentaire en fin d'exercice. Le rajustement des résultats en fonction de ces mesures se solderait par un surplus de 9,7 milliards pour la période d'avril 2006 à mars 2007, ce qui dépasse de 500 millions l'excédent de 9,2 milliards projeté dans le budget de 2007.
- Il est à noter que les résultats pour l'exercice en cours ne reflètent pas non plus un certain nombre de rajustements comptables importants des revenus et des charges qui seront effectués en fin d'exercice, une fois que l'information pertinente sera disponible.
- Les estimations mensuelles des impôts sur le revenu des particuliers sont fondées sur les retenues à la source et des estimations de l'impôt couru. Les résultats définitifs pour l'exercice tiendront compte des cotisations établies à la suite de l'examen des déclarations de revenus de 2006 que mène présentement l'Agence du revenu du Canada. Ces résultats définitifs peuvent différer sensiblement des estimations mensuelles en raison de facteurs comme l'ampleur des cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite et les variations des gains et des pertes en capital pris en compte dans les déclarations de revenu.
- Les résultats mensuels tiennent compte des renseignements les plus actuels au sujet des obligations juridiques et environnementales du gouvernement ainsi que des provisions pour garanties et pour évaluation des prêts, placements et avances. Cependant, des modifications au titre des actifs et des passifs peuvent être consignées jusqu'à la fermeture des livres de l'exercice, habituellement à la fin d'août.

Résultats financiers jusqu'en mars 2007 inclusivement et résultats de 2006-2007 prévus dans le budget de 2007

	Résultats de 2006-2007 prévus dans le budget de 2007	Avril 2006 à mars 2007	Écart
		G$	
Revenus	232,3	231,0	-1,3
Charges			
Charges de programmes	189,0	183,5	-5,5
Frais de la dette publique	34,1	33,8	-0,3
Solde budgétaire (déficit ou excédent)		13,7	4,5
moins mesures prévues dans le budget de 2007 non comptabilisées dans les résultats de l'exercice		-4,0	
Solde budgétaire, incluant les mesures prévues dans le budget de 2007 (déficit ou excédent)	9,2	9,7	0,5

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	20 131	20 673	220 067	231 036
Charges				
Charges de programmes	-18 137	-18 307	-174 370	-183 520
Frais de la dette publique	-3 005	-2 811	-33 722	-33 841
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 011	-445	11 975	13 675
Opérations non budgétaires	2 238	2 652	-4 822	-3 062
Ressources ou besoins financiers	1 227	2 207	7 153	10 613
Variation nette dans les activités de financement	12 652	10 084	-6 331	-7 361
Variation nette dans l'encaisse	13 879	12 291	822	3 252
Encaisse à la fin de la période			17 982	21 210

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2006	2007	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 338	9 020	-3,4	101 632	108 093	6,4
Impôt sur le revenu des sociétés	4 043	4 607	14,0	31 842	36 434	14,4
Autres impôts sur le revenu	350	343	-2,0	4 671	5 485	17,4
Total des impôts sur le revenu	13 731	13 970	1,7	138 145	150 012	8,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 694	1 505	-11,2	33 027	29 690	-10,1
Droits de douane à l'importation	336	295	-12,2	3 409	3 605	5,7
Taxes de vente et d'accise	764	720	-5,8	9 390	9 932	5,8
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	35	30	-14,3	351	356	1,4
Total des taxes et droits d'accise	2 829	2 550	-9,9	46 177	43 583	-5,6
Total des revenus fiscaux	16 560	16 520	-0,2	184 322	193 595	5,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 657	1 800	8,6	16 748	16 807	0,4
Autres revenus	1 914	2 353	22,9	18 997	20 634	8,6
Total des revenus budgétaires	20 131	20 673	2,7	220 067	231 036	5,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2006	2007	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 512	2 604	3,7	29 192	30 530	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 283	1 274	-0,7	14 352	14 083	-1,9
Prestations pour enfants	809	1 022	26,3	9 278	11 287	21,7
Total	4 604	4 900	6,4	52 822	55 900	5,8
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 583	1 678	6,0	19 000	20 140	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	685	708	3,4	8 225	8 500	3,3
Total	2 268	2 386	5,2	27 225	28 640	5,2
Transferts fiscaux	796	761	-4,4	12 437	13 010	4,6
Villes et collectivités du Canada	5	11	120,0	580	590	1,7
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-10	-443	s.o.	-2 732	-3 177	16,3
Total	3 059	2 715	-11,2	37 510	39 713	5,9
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	620	596	-3,9	2 658	3 012	13,3
Affaires étrangères et Commerce international	889	1 105	24,3	3 073	3 804	23,8
Santé	287	252	-12,2	1 920	1 986	3,4
Ressources humaines et Développement social	160	224	40,0	1 908	1 733	-9,2
Affaires indiennes et du Nord	544	482	-11,4	4 807	4 728	-1,6
Industrie	205	128	-37,6	1 983	1 987	0,2
Autres	1 146	1 064	-7,2	5 850	5 572	-4,8
Total	3 851	3 851	0,0	22 199	22 822	2,8
Total des paiements de transfert	11 514	11 466	-0,4	112 531	118 435	5,2
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	0	0	s.o.	1 098	1 114	1,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	176	181	2,8	2 033	2 073	2,0
Autres	333	285	-14,4	3 405	3 380	-0,7
Total	509	466	-8,4	6 536	6 567	0,5
Défense	1 633	1 456	-10,8	15 190	15 850	4,3
Tous les autres ministères et organismes	4 481	4 919	9,8	40 113	42 668	6,4
Total des autres charges de programmes	6 623	6 841	3,3	61 839	65 085	5,2
Total des charges de programmes	18 137	18 307	0,9	174 370	183 520	5,2
Frais de la dette publique	3 005	2 811	-6,5	33 722	33 841	0,4
Total des charges budgétaires	21 142	21 118	-0,1	208 092	217 361	4,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 011	-445	11 975	13 675
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-675	-766	-2 783	-2 962
Autres activités d'investissement	-265	-169	-2 920	-1 145
Comptes de pension et autres comptes	534	376	171	4 684
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	3 989	6 103	-3 304	-3 236
Opérations de change	-1 566	-3 048	1 045	-3 352
Amortissement des immobilisations corporelles	221	156	2 969	2 949
Total des autres activités	2 644	3 211	710	-3 639
Total des opérations non budgétaires	2 238	2 652	-4 822	-3 062
Ressources ou besoins financiers nets	1 227	2 207	7 153	10 613

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars		Avril à mars	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 227	2 207	7 153	10 613
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	674	308	-4 852	-3 913
Bons du Trésor	11 700	10 100	4 400	2 500
Obligations d'épargne du Canada	-123	-176	-1 732	-2 259
Autres	-67	-187	-290	-1 360
Total	12 184	10 045	-2 474	-5 032
Emprunts en devises	1 718	6	-2 202	-3 712
Total	13 902	10 051	-4 676	-8 744
Réévaluation de swaps de devises	-1 265	-306	-1 336	1 168
Escomptes non amortis des émissions obligataires	30	167	-369	121
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-15	172	50	94
Variation nette dans les activités de financement	12 652	10 084	-6 331	-7 361
Variation dans l'encaisse	13 879	12 291	822	3 252

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	31 mars 2007	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	98 729	-2 703
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	257 221	-3 913
Bons du Trésor	131 597	134 097	2 500
Obligations d'épargne du Canada	17 342	15 083	-2 259
Autres	3 102	1 742	-1 360
Total partiel	413 175	408 143	-5 032
Payable en devises	14 085	10 373	-3 712
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-1 090	1 168
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-6 659	121
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	3 021	94
Total de la dette non échue	421 149	413 788	-7 361
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	134 446	3 384
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 989	1 620
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	5 173	-320
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	184 608	4 684
Total de la dette portant intérêt	601 073	598 396	-2 677
Total du passif	702 505	697 125	-5 380
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	86 628	3 785
Comptes d'opérations de change	40 827	44 179	3 352
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	43 034	1 145
Total des actifs financiers	165 559	173 841	8 282
Dette nette	536 946	523 284	-13 662
Actifs non financiers	55 447	55 460	13
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	467 824	-13 675

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également
à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mai 2007